

**COMMENTAIRES DE SFCG SUR LE RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET
 « FEMMES ET GOUVERNANCE »**

N°ORDRE	PAGE ET PASSAGE DU RAPPORT D'ÉVALUATION A COMMENTER	COMMENTAIRES DE SFCG
1.	Page 10 : <i>Il est intéressant de constater que le concept de gouvernance n'a pas été bien assimilé par l'équipe du projet, faute d'une formation spécifique sur ce concept. Le formateur n'a pas insisté sur l'action publique concertée entre acteurs publics et acteurs non étatiques</i>	La formation en gouvernance a été organisée en fonction du travail attendu de ce projet, qui en principe devait se clôturer après la période électorale, en fin décembre 2005. En outre, étant donné que le projet a été conçu pendant une période de conflit, nous avons constaté qu'il était difficile de parler de la gouvernance dans un tel contexte. Il fallait dès lors insister sur la notion de gouvernance d'abord en terme d'organisation des associations (première étape), développer le leadership dans ces associations (deuxième étape) pour qu'à leur tour les membres de ces associations influencent leurs communautés (troisième étape) et seulement après parler de la participation citoyenne (quatrième étape). La formation en gouvernance a bien été donnée, mais il faut qu'elle soit maintenant complétée et approfondie pour faire face, cette fois-ci à la conjoncture post-électorale où la notion de gouvernance acquiert des nuances différentes par rapport à une période pré-électorale. La notion d'action publique concertée entre acteurs publics et acteurs non étatiques a été développée dans la formation en participation citoyenne grâce à l'utilisation de la boîte à image.
2.	Page 11 : <i>La participation n'a été envisagée que dans le contexte des élections</i> Page 11 : <i>Il existe des tontines mais non des associations poursuivant un intérêt général</i>	La volonté de l'intégration du genre dans les élections a été la base même du projet étant donné qu'il a coïncidé avec les échéances électorales. Il est donc évident que l'accent était mis sur la participation aux élections. Plus précisément, nos objectifs étaient d'encourager la participation des femmes dans le processus électoral pour qu'elles soient représentées davantage dans les instances de prise de décision, ce que nous considérons un préalable à la participation au processus de gouvernance au sens large. Cependant on ne s'est pas limité uniquement à la participation aux élections. En effet, les jeunes ont également été formés sur la participation citoyenne pour le développement de leurs localités, ainsi que sur le comportement à adopter pendant la période post-électorale. S'il est incontestable qu'il est difficile de trouver des associations au Burundi poursuivant un objectif d'intérêt général, au moment de l'exécution du projet nous n'avions pas le choix.
3.	Page 14 : <i>La formation en gouvernance a été faible et insuffisante</i>	Voir commentaires N° 1.
4.	Page 14 : <i>Pas d'encadrement de la part d'un professionnel maîtrisant les notions politiques et juridiques liées à la gouvernance</i>	Cette note est contradictoire avec ce qui est dit dans les paragraphes précédents du même rapport d'évaluation : « <i>L'équipe est soudée, dynamique et motivée. Elle est très bien encadrée par la responsable de programmes, qui a une expérience spécifique liée à la gouvernance (travail au parlement)</i> »
5.	Page 15 : <i>Les voitures étaient louées, ce qui engendre un budget important en transport</i>	Le budget négocié et approuvé en décembre 2004 par le gouvernement belge (bailleur du projet) ne prévoyait pas l'achat de véhicules. En louant les voitures pour effectuer les transports nécessaires à l'exécution du projet nous n'avons que respecté les clauses de la convention.
6.	Page 16 : <i>...elles (les membres du comité exécutif du réseau) semblent avoir oublié l'objectif principal de lobbying national</i>	Parmi les contraintes il faut rappeler la période pendant laquelle le Réseau a été mis sur pied : c'était en pleine période électorale. Or, il aurait été certainement plus efficace s'il avait été créé et encadré avant les élections. Au moment où le Réseau commence à prendre conscience, le projet se voit clôturer.

N°ORDRE	PAGE ET PASSAGE DU RAPPORT D'ÉVALUATION A COMMENTER	COMMENTAIRES DE SFCG
7.	Page 16 : <i>Toutes les associations ne font pas juridiquement parties du réseau mais les membres des associations non membres du réseau ont pu élire une représentante provinciale</i>	Cela a été signalé à Muramvya uniquement, ce n'est pas à généraliser.
8.	Pages 17-18 : <i>Les notions essentielles (de la gestion des associations a été bien) assimilée par les participants...à quoi sert qu'une association soit agréée, dispose des outils formels de gestion, si elle n'a aucune notion sur l'identification d'un projet par rapport aux besoins, la formulation d'un objectif d'activités,...La plupart des associations avec qui nous avons discuté ont compris et intégré toutes ces procédures mais sont impuissantes par rapport à la gestion de projet en général</i>	Le mandat du projet n'était pas de mettre sur pied les associations mais d'aider les associations existantes à bien se gérer. Or l'identification d'un projet par rapport aux besoins doit se faire en générale à la création d'une association. En outre si ces associations sont impuissantes à l'égard de la gestion de projet, nous pensons que c'est dû au fait que la gestion de projet représente une phase ultérieure de la gestion des associations que nous n'avons pas encore atteinte. Le projet se limitait en effet à la gouvernance par rapport à l'application des textes régissant l'association, à la tenue régulière des réunions et à la mise sur pied des organes.
9.	Page 18 : <i>(Le module de formation sur la citoyenneté est) orienté sur les élections et pas du tout sur la participation citoyenne en dehors des élections</i>	Il y a eu mauvaise interprétation du module sur la citoyenneté, celle-ci ne se limite pas aux élections mais traite de la participation citoyenne en générale.
10.	Page 18 : <i>Module (sur la citoyenneté) de qualité importé du Mali qui n'a pas toujours été adapté au Burundi</i>	Le module a bien été adapté au contexte burundais. La preuve en est qu'en cas contraire les femmes en milieu rural ne l'aurait pas autant apprécié. Parler de la mairie ne devrait pas être tellement étranger, puisque même à Bujumbura, il y a quelques mois on parlait de la mairie. Ceci étant dit, lors des formations les formateurs adaptent les concepts contenus dans les modules au contexte et au publique et parlent de communes et d'administrateurs.
11.	Page 19 : <i>Contrairement à ce qui a été prévu dans le proposal, aucune formation n'a été organisée (...) en citoyenneté active post-élections</i>	La formation a été organisée à l'intention des membres du Réseau (48 femmes) à Makamba en Mars 2006 ; Journée d'échange sur la participation citoyenne en période post-électorale à l'intention des jeunes (66 filles et 47 garçons) du 28 février au premier mars 2006 à Cankuzo et Gitega
12.	Page 20 : <i>sensibilisation de l'ensemble des élèves (des écoles pilotes pour les parlements scolaires) trop rapides, avec plus d'insistance sur la procédure que sur le fonds</i>	Etant donné que l'évaluation a été faite juste après les élections, les résultats finaux de cette activité n'étaient pas encore visibles. Au moment de l'écriture de ces commentaires les députés sont déjà dans une phase plus avancée où ils débattent des grands problèmes de l'école pour influencer les décisions au niveau de la direction. En outre, les formations sont en cours en matière de séparation des pouvoirs, rôle des représentants du peuple et relations entre les différents organes. Un manuel de procédure de mise sur pied de ces parlements a été rédigé, et disponible sur demande.
13.	Page 24 : <i>(la mission) recommande un arrêt de l'appui au réseau créé en tant qu'instrument de plaidoyer national</i>	Nous pensons qu'un soutien même minime serait nécessaire pour maintenir les contacts déjà établis. Même si on réduit le champ d'action au niveau local et non plus national, les membres du réseau pourraient continuer à être impliqués dans le travail ne fût-ce que du fait qu'elles proviennent de tous les niveaux, y compris le niveau communal. En outre, le Réseau gagnerait toute son importance au moment où l'on voudra élargir le champ d'action au niveau national dans une étape ultérieure du processus de gouvernance dans le pays. On évitera ainsi de devoir investir encore une fois pour sa mise sur pied par exemple au cours des élections prochaines.